

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

[Télécharger le .pdf](#)

Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les ambassadrices et ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Madame et Messieurs les préfets,
Mesdames et Messieurs les présidents de conseil départementaux,
Mesdames et Messieurs les maires,
Mesdames et Messieurs les directeurs,
Messieurs les Officiers généraux, Officiers, Sous-Officiers, Officiers mariniers, Soldats, Marins, Aviateurs,
Sapeurs,
Mesdames et Messieurs, chers amis.

Pour beaucoup d'entre vous, cet été fut une saison en enfer. L'enfer des flammes, de la fatigue, de la désolation. En Gironde, plus de 30 000 hectares de forêt ont été détruites. A La Teste-de-Buch, des milliers d'arbres centenaires ont été réduits à néant. Les habitants ont vu le crépi de leurs maisons roussir, certaines d'entre elles disparaître.

Pour avoir accompagné beaucoup d'entre vous dans ces moments si difficiles, ce fut à chaque fois l'angoisse, le déchirement, l'inquiétude. A Landiras, la nuit, les pins étaient des torchères et le jour des murs d'étincelles, le feu s'enfouissant ensuite dans la tourbe. Nous nous en souvenons et je salue la présence de tous les élus qui ont été tant engagés durant ces semaines.

Pendant ces nuits de batailles, les pompiers ne dormaient plus, les agents des services de l'État et des collectivités territoriales, pas davantage. Nos élus étaient tous mobilisés et ces incendies semblaient véritablement un cauchemar. Mi-septembre, à Landiras que j'évoquais, l'été était presque fini, mais les incendies reprenaient de plus belle. Le feu sautait par bonds à la faveur du vent, dans une chaleur étourdissante. Mais ce que j'évoque là comme une saison en enfer, c'est ce que nous avons vécu en Gironde. Également au cours de l'été, en pleine Bretagne, les Monts d'Arrée s'embrasaient, transformant des landes fleuries en paysages livides. Dans le Jura, frappé aussi en plein mois d'août. Dans le Gard, dans les Bouches-du-Rhône, où des hectares ont disparu dans les flammes ; vous êtes toutes et tous ici rassemblés.

Je n'oublie pas évidemment les Landes, la Sarthe, tant et tant de départements qui furent moins durement touchés que les vôtres, mais profondément aussi.

Et donc vous rassembler ici aujourd'hui c'est d'abord, après les déplacements que j'ai pu effectuer et que bon nombre de ministres ont effectué, vous dire le soutien, la solidarité de la Nation toute entière et les remerciements. Je pense d'abord aux pompiers éprouvés dans leur chair, et je pense en particulier à la mémoire de deux d'entre eux, disparus cet été, le commandant Pascal ALLAIRE en Loire-Atlantique, et le lieutenant Martial MORIN dans les Bouches-du-Rhône. Ils ont payé de leur vie leur engagement exceptionnel, et la Nation s'incline devant leur sacrifice et se tient aux côtés de leurs proches. Le ministre, et je l'en remercie, était aux côtés des familles et des collègues constamment et comme toujours.

Je pense aux familles évacuées, aux élus qui se sont mobilisés là aussi, jour et nuit, et à la vie ravagée par de tels sinistres. Il y a tous les citoyens de ces territoires qui aujourd'hui ont parfois perdu leurs biens mais ne reconnaissent plus leur forêt. Un nombre de vacanciers qui ont perdu cet ailleurs rêvé et familial. Il y a plusieurs professionnels du tourisme qui ont perdu leur outil de travail. C'est pourquoi, après le bruit des flammes et le silence, le premier mot de la Nation, c'est celui de la gratitude.

Au nom de la Nation, je remercie nos soldats du feu, les sapeurs-pompiers, cher président, Grégory ALLIONE, les personnels militaires de la sécurité civile et les pompiers volontaires, les pilotes d'avions et

d'hélicoptères, les aviateurs, les sapeurs, les pilotes de l'ALAT, les marins pompiers, tous ceux qui ont lutté pied à pied, tenant la ligne contre les flammes, devant soudain faire volte-face quand le brasier revenait dans leur dos. Tous ceux aussi qui les ont soutenus, relayés et approvisionnés. Je remercie ces femmes et ces hommes qui sont montés contre l'incendie avec beaucoup de courage.

Je veux remercier les services de l'Etat et de l'ONF, nos préfets constamment sur le pont, qui ont organisé notre réponse face à la crise. Je remercie parmi eux la Direction générale de la Sécurité Civile et de la gestion des crises, Monsieur le directeur, qui mobilisés là aussi jour et nuit, avec une saison qui a commencé si tôt et qui s'est poursuivie comme je l'ai évoqué au-delà du pic de l'été et qui, avec son centre opérationnel de gestion interministérielle et en collaboration avec les états-majors de zones de défense, a coordonné l'ensemble des moyens de renfort et assuré l'information de l'ensemble de la chaîne de commandement.

Je remercie les forces de l'ordre, policiers, gendarmes, Messieurs les directeurs généraux, qui ont sécurisé les zones, enquêté sur l'origine des feux et interpellé les incendiaires et qui ont mis en œuvre aussi des actions d'accompagnement et de sécurisation de plus de 60 000 personnes évacuées. Je remercie nos agriculteurs et nos forestiers qui se sont mobilisés sans attendre, avec là aussi beaucoup de courage.

Plusieurs d'entre vous, Mesdames et Messieurs les présidents de département, Mesdames et Messieurs les maires, lorsque je suis allé à votre rencontre ou vous ai appelé cet été, m'ont dit le courage, l'initiative de nos forestiers qui jour et nuit se sont mobilisés par leur connaissance évidemment du terrain pour protéger, prévenir un feu là, expliquer comment on pouvait le couper ici, mobiliser leurs instruments de travail bien souvent aussi pour nombre d'entreprises associées, prendre des risques décidé de faire sans réfléchir aux conséquences pour eux.

Je pense à nos agriculteurs qui dans le Jura ont protégé plusieurs villages alors même qu'ils souffraient de la sécheresse, pour aller chercher l'eau, la ramener, prévenir, débroussailler, afin d'éteindre des feux, sauver des vies.

Je remercie les administrations, les bases militaires, les associations et tous les bénévoles qui ont apporté des vivres, du réconfort, de l'écoute à ceux qui avaient dû tout quitter. Je remercie cette cordée de bonne volonté et d'engagement, tous nos élus, présidents de département, maires, l'ensemble des élus à leurs côtés, leurs équipes et tous leurs services.

Je vous ai vu, pour beaucoup d'entre vous, mobilisés jour et nuit, partager l'angoisse de vos administrés et répondre à celle-ci, avec parfois l'impossibilité de répondre à toutes les questions ou évidemment, mobilisés jusqu'à la dernière seconde tant les uns et les autres, n'étaient pas revenus dans leur domicile avec beaucoup de courage, d'engagement et avec aussi des heures difficiles quand les jours normaux semblaient revenus.

Mais la vie normale ne revient pas si vite quant à elle. Et je n'oublie pas tous ceux, anonymes, du voisinage d'autres régions qui ont donné des vivres, un abri, un témoignage de solidarité, car ce fut un élan de solidarité de la nation tout entière. Beaucoup de départements non touchés se sont mobilisés pour venir en aide. C'est vrai pour nos pompiers, mais c'est vrai pour l'ensemble des bénévoles et de nombreux services. C'est la Nation qui a résisté.

Vous tous ici avez été en Gironde : je me suis rendu le 20 juillet avec le ministre de l'Intérieur, comme dans les Landes, comme partout ailleurs, notre barrage contre l'incendie. Nous avons tenu grâce à vous toutes et tous et c'est, je dirais pour moi, la première raison d'être de cette réunion aujourd'hui. Vous dire cette reconnaissance, cette fierté : vous avez été là.

Je veux aussi avoir un mot pour nos partenaires européens. Comme ils avaient pu compter sur la France les années précédentes, nous avons pu compter sur eux. Je remercie les ambassadeurs ici présents, nos alliés Allemands, Grecs, Polonais, Roumains, Autrichiens, Italiens, Suédois qui sont montés à nos côtés et ont lutté avec nous. Je remercie avec beaucoup de gratitude le matériel qui a été envoyé, les équipes qui

ont été envoyées comme nous l'avons fait les étés précédents. Merci de cette mobilisation et permettez-moi Madame l'Ambassadrice d'avoir une pensée toute particulière pour nos amis italiens qui ont perdu deux pilotes ces derniers jours et nous savons ce que représente ce tribut payé au feu pour l'avoir vécu.

Nous nous en souvenons tous ces dernières années. Les éléments se sont particulièrement déchaînés cet été. 72 000 hectares incendiés, soit 6 fois plus que la moyenne des 10 dernières années. 50 départements concernés et des territoires qui, ces dernières décennies, ne connaissaient pas l'épreuve du feu avec une telle intensité. 50 départements concernés par un feu significatif, presque un sur deux. Très largement au-delà des zones traditionnelles de vigilance. 3,3 millions de tonnes d'émissions de CO2 relâchées dans l'atmosphère. Ce qui représente 5 % de nos émissions annuelles. Et des effondrements de biodiversité dans tous les endroits qui ont été touchés par le feu et je le dis là aussi devant beaucoup d'associations et ONG présentes aujourd'hui, que je remercie pour leur engagement parce qu'elles se sont battues dans cette période pour nous aider à protéger au maximum cette biodiversité, qu'il s'agisse des animaux domestiques, des zoos qui ont été préservés grâce à votre mobilisation et au maximum de la faune et de la flore.

Ce bilan humain, climatique et de biodiversité que j'évoquais, nous avons su malgré tout le maîtriser parce que si j'évoquais la perte de nos deux sapeurs-pompiers que nous n'oublions pas, vous avez protégé de manière admirable la population et malgré ce que nous avons vécu. Quand je le compare aux événements que beaucoup d'autres pays européens, ces dernières années, ont vécu, nous avons su protéger et sauver les vies. C'est une immense fierté et il faut aussi pouvoir dire aujourd'hui que vous avez, nous avons collectivement protégé, sauvé des vies.

Mais le bilan est là. Le changement du risque est là. La transformation de ce que nous avons à vivre est là et en vous réunissant aujourd'hui pour vous remercier pour vous dire cette reconnaissance, je suis obligé de qualifier le caractère exceptionnel des feux de cette année, mais aussi reconnaître à la lumière de ce que tous les experts nous disent que nous risquons de connaître désormais, à intervalles réguliers, des incendies de ce type et des saisons comme celle-ci. C'est-à-dire des feux de plus en plus nombreux, dans un climat en pleine transformation, marqué par des températures plus chaudes et des saisons plus sèches, des feux plus intenses et donc plus indomptables, parfois avec une végétation plus aride.

C'est exactement ce que nous avons vécu de manière très atypique en Gironde où le niveau de sécheresse faisait que des pins éclataient et que des feux pouvaient repartir à plusieurs dizaines ou centaines de mètres, à contre-courant parfois du vent et donc prenant à rebours nos stratégies habituelles de réponse. Les feux seront plus disséminés et aucun territoire ne sera à l'abri de ce risque. Et les feux seront à la fois, un peu comme nous l'avons vécu cette année, plus précoces et plus tardifs, en risquant aussi d'arriver simultanément et de mettre sous pression notre dispositif, qui est un des meilleurs du monde, avec des techniques qui sont parmi les meilleures du monde.

Je le dis avec beaucoup de fierté parce que, ce que nous avons su - à travers les décennies - consolider de techniques dans la lutte contre le feu, enviées partout dans le monde. Nos pompiers et notre sécurité civile, et je vous en remercie, en plus du travail de l'année, vont expliquer aux Australiens, et parfois bien loin, ce que nous savons faire et que nous exportons.

Néanmoins, aujourd'hui, si je puis dire, nous sommes attaqués sur tous les fronts plus longtemps, parfois de manière simultanée, et donc, il nous faut nous adapter à cette transformation du risque. Parce que cette année exceptionnelle ne le sera peut-être pas tant, et nous aurons, dans les décennies à venir, à répondre à cela.

Alors je veux d'abord dire que nous n'avons pas attendu cette saison, collectivement, pour réagir, parce qu'il y a 5 ans, je n'oublie pas que j'étais face à une assemblée relativement comparable ; il y avait plus de Sud-Est et moins la France entière, si je suis honnête, parce que c'étaient les feux très durs que nous avons vécu dans le Var, les Alpes-Maritimes et ailleurs. Mais nous avons déjà subi des feux très durs...

Et donc depuis 5 ans, nous avons beaucoup fait. Je veux le dire ici, le budget de la sécurité civile, ces 5 dernières années, a été augmenté de 40%. Nous avons décidé ces dernières années des investissements considérables. Par exemple, en décidant d'acquérir 8 avions Dash, en renouvelant la flotte qui était, on le sait, très ancienne, en décidant aussi, tous ensemble, ces dernières années, des choses très fortes en matière de ressources humaines, d'équipements, de primes de feu et de rémunérations.

Mais face aux changements, en quelque sorte, très profonds, liés à la transformation de notre climat, nous devons aller plus loin. Heureusement, nous avons fait tout cela ces 5 dernières années, malheureusement, ce n'est pas suffisant, et il nous faut penser une stratégie nouvelle. C'est en quelques mots ce que je veux vous dire aujourd'hui.

Cette stratégie, pour moi, repose sur 3 piliers : mieux prévenir les incendies ; réussir ensuite à lutter plus efficacement et renforcer les moyens de lutte contre l'incendie, à la lumière de ce que nous sommes en train de vivre puis reboiser et gérer durablement nos forêts, qui est, là aussi, un axe essentiel.

Alors mieux prévenir nos incendies, c'est en quelque sorte tirer les conséquences de ce que je viens de dire, mais aussi du fait que nous avons un immense travail de gestion de notre forêt, de prévention du risque. Neuf feux sur dix sont d'origine humaine. Ça veut dire qu'on peut quand même, si on sait s'organiser collectivement, les éviter.

Il y a évidemment tout le travail que nous faisons, de police, de gendarmerie et de justice, pour traquer, punir et donc prévenir. C'est une stratégie essentielle. Mais il y a aussi une mobilisation plus large et une responsabilité, et beaucoup de nos territoires l'ont fait historiquement et sont des modèles très forts, et je remercie là encore nos élus, nos DFCI, nos forestiers, de ce dévouement, si je puis dire, au-delà de leurs activités professionnelles et de leur connaissance intime, mais la prévention suppose de mobiliser les propriétaires, parce que c'est au-delà du rôle essentiel de pivot que joue l'ONF.

Nous avons des modèles de forêts qui sont très divers et nous avons un émiettement de nos propriétaires, nous le savons, qui rend parfois difficile le travail. Donc, il faut mobiliser les propriétaires, les maires, les associations, les départements, l'ensemble des services de l'Etat. Nous devons tous ensemble réactiver une stratégie de prévention de ce risque, je dirais, avec la même capacité de coordination et d'action que nous le faisons quand les feux sont là.

Dès le mois prochain, nous lancerons une campagne de communication, de sensibilisation et de mobilisation. Mais, nous allons aussi renforcer les obligations légales de débroussaillage.

D'abord en simplifiant. Si je puis filer la métaphore, il nous faut élaguer ce maquis de règles et de responsabilités trop enchevêtrées. Les sous-bois sont parfois enchevêtrés, nos textes également, et l'un nourrit l'autre. Tout ça produit bien souvent de l'inaction et donc du risque. Donc travail de simplification face à ces règles.

Les ministres ont commencé ce travail, je le sais avec vous en vous concertant et je les en remercie.

Ensuite contrôle et mise en œuvre. Il nous faut faire en sorte que la puissance publique puisse avec rapidité, clarté et efficacité, se substituer aux propriétaires défaillants quand il y en a, et donc qu'on puisse contrôler et se dire, quand il y a des propriétaires défaillants, ou des forêts où le travail n'est pas fait, on a une organisation qui permet de se substituer.

On a aussi des systèmes d'amendes qui responsabilisent, parce que sinon la vie est trop simple, si on se parle franchement. L'Etat aussi doit prendre toute sa part, en veillant au débroussaillage, par exemple le long des lignes de trains, parce qu'on a pu voir que des feux avaient été occasionnés cet été, des départs de feu importants sont partis de ces zones sous notre responsabilité. En gros, cartographies complètes, identification des responsabilités, simplification, organisation.

Pour mieux prévenir les incendies, nous allons faire un inventaire des modèles des forêts et de leur entretien. Il ne s'agit pas d'avoir un modèle unique, parce que nous tenons à nos traditions, à nos spécificités locales, et je le dis sous le contrôle des uns et des autres. La Gironde ne veut pas ressembler à l'Hérault ou au Gard, je le sais bien. Mais malgré tout, il faut trouver à chaque fois les bons modèles

pour organiser les choses. Ces modèles ont parfois trouvé leurs limites.

Je veux saluer, pour ce qui est de la Gironde, le travail précurseur que la préfète de région avait commencé à lancer et la volonté que le maire de La Teste, Patrick DAVET m'a exprimée dès les premiers jours, de davantage participer à la gestion de la forêt. Mais on ne peut pas expliquer que la bonne réponse, c'est en quelque sorte : le non entretien.

Ce n'est pas vrai. Et donc, il nous faut là aussi réussir à préserver nos traditions, mais en clarifiant les responsabilités, en prévenant les risques et en ayant des règles bien établies. On doit adapter nos modèles de gestion du risque en s'inspirant aussi des bons exemples et des bonnes pratiques. Parce que certains de nos territoires ont été plus touchés que d'autres et ont une expérience, de par ces dernières années, malheureusement pour eux. Mais le modèle du Sud-Est par exemple peut aussi inspirer le reste de la Nation, parce qu'ils ont vécu beaucoup plus souvent ces événements et donc ont su organiser les responsabilités entre l'ONF, les DFCI, les départements, les mairies. Beaucoup de maires dans ces régions ont organisé des systèmes de pré-alerte. Ce sont des modèles qui sont à diffuser.

Donc l'idée, c'est, comme vous l'avez compris : communiquer, clarifier les responsabilités, faire un inventaire des modèles de forêt et donc bâtir une organisation nationale qui s'inspire des bons exemples. Pour ce faire, nous allons développer des cartographies précises des risques.

Une carte nationale à la maille la plus fine recensera les zones particulièrement vulnérables. Nous mettrons en place des outils. La météo de la forêt pour faciliter la prévention des incendies et la météo des feux de forêt à l'échelle nationale, là aussi pour prévenir, anticiper et informer sur les risques et les départs de feu, à l'image d'ailleurs de ce qu'on fait dans le bassin méditerranéen, depuis maintenant plusieurs années.

Ce sera ce travail de cartographie, de suivi météorologique, je dirais, très en amont. Nous mobiliserons l'ensemble des acteurs de terrain autour des préfets, des élus, maires et présidentes, présidents de départements, des associations, avec l'ONF qui jouera son rôle de vigie des forêts, si je puis dire, de présence sur le terrain et qui permettra aussi de venir en appui là où on voit des insuffisances ou il y a des besoins justement qui d'ingénierie, qui de soutien. Mais avec cette responsabilité, si je puis dire, faitière.

Voilà pour moi le premier axe du travail que nous devons mener : améliorer la prévention des risques, par un travail de clarification des responsabilités et de simplification, d'adaptation de nos modèles en préservant nos traditions et nos différences, et le travail national de cartographie et d'organisation.

Le deuxième axe de cette stratégie consiste à renforcer les moyens de lutte contre l'incendie. Je le disais, nous avons déjà beaucoup fait, tous ensemble, ces dernières années. Il nous faut renforcer encore nos moyens humains et territoriaux de lutte. Alors, ce renforcement passe par un plan de soutien, qui passe d'abord par du volontariat. Nous l'avons lancé, si je puis dire, cet été, avec des vrais résultats d'ailleurs. Il faut notamment pouvoir allonger la durée pendant laquelle les entreprises pourront libérer leurs sapeurs-pompier volontaires et mieux indemniser les entreprises citoyennes.

Beaucoup a été fait, je veux saluer le travail de nos parlementaires à cet égard et des ministres mais je suis prêt à ce qu'on aille encore plus loin. La loi Matras a permis beaucoup d'avancées, mais on peut, sur ce sujet encore, améliorer les choses, et je veux ici dire notre disponibilité.

Ensuite, c'est évidemment la question des moyens matériels des SDIS, dédiés à la détection et la lutte contre les feux de forêt qui doivent être renforcés. Les préfets de zone réaliseront, durant la fin de l'automne et l'hiver, un inventaire, département par département, des manques à combler. La loi Matras a mis en place des pactes capacitaires, qui permettent à l'Etat et aux collectivités de tenir ensemble la chaîne de protection. Ce seront donc autant de pactes locaux de programmation de défense dans lesquels l'Etat investira, à hauteur de 150 millions d'euros aux côtés des collectivités dès 2023, et ce, grâce au reversement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

Nous allons donc nous réarmer très puissamment à cet égard, en capacités humaines et en capacités matérielles. Alors ce réarmement passera encore par le doublement, dès la campagne 2023, du nombre

de colonnes de renfort de sapeurs-pompiers. On sait l'importance de ces dispositifs, nous l'avons éprouvé. Pour ce faire, entendons-nous bien, nous n'allons pas dégarnir tel territoire pour en aider un autre, nous allons parvenir à cette cinquantaine de colonnes nouvelles par la revalorisation et la rénovation du barème d'indemnisation pour mobiliser davantage de volontaires sans générer d'absences préjudiciables après la saison.

Enfin, dans cette chaîne de mobilisation et de renforts dont je parlais, les unités militaires d'instruction et de formation de la sécurité civile, FORMISC, sont un maillon déterminant. Une nouvelle unité militaire d'instruction et d'intervention s'ajoutera aux 3 existantes d'ici 2024. La Défense contre les incendies, ce sont les soldats du feu, quels que soient leurs corps, leurs grades, leurs uniformes. Et la mobilisation doit être celle de la Nation tout entière. C'est aussi pourquoi nous procédons à ces choix. Alors à côté de ces engagements massifs pour les capacités humaines, ce sont évidemment les moyens matériels nationaux de la Protection civile qui doivent aussi être adaptés.

Je le disais, nous avons fait beaucoup ces dernières années. Nous avons réinvesti et permis de renouveler un parc qui était défaillant et nous l'avons complété. Dans l'imaginaire collectif, c'est évidemment le Canadair qui est cet instrument de lutte contre les feux est l'avion le plus éprouvé, le plus performant. J'entends dire que nous en manquons, mais la question n'est pas tant d'en acheter que d'en produire, pour être totalement transparents avec vous. Aussi, je crois que seule une commande massive permettra de rouvrir les lignes de production et de pallier nos besoins. C'est là aussi d'avoir une stratégie industrielle qui permet d'accompagner ce mouvement.

Nous en avons 12 aujourd'hui, nous allons investir massivement pour que d'ici la fin du quinquennat, ces 12 soient remplacés et que leur nombre soit porté jusqu'à 16. Ce qui est un volume de commande inédit quand on regarde ce que nous avons fait ces dernières décennies. Là encore, deux de ces Canadairs seront remplacés grâce au fond européen du mécanisme rescUE. Ce seront des Européens, si l'on devait traduire ce geste éminent de solidarité sur la coque de nos appareils.

Mais, quelle est la stratégie que nous allons poursuivre ? Nous faisons le choix que je confirme ici solennellement, de les remplacer et de porter notre flotte à 16. Mais nous allons aussi procéder à une revue européenne pour essayer de mobiliser le maximum de commande européenne et donner du volume de production pour que nous puissions une vraie stratégie industrielle derrière et donner ainsi de la certitude des volumes et réouvrir une chaîne d'excellence dont le nom est familier de tous, mais qui était tombé en raison des faibles commandes ces dernières années. Quant aux Dash, je viens de rappeler que nous avons eu au cours du quinquennat précédent augmenté leur nombre et donc nous consolidons cette filière.

Enfin, la nouvelle nature des feux nous oblige à aménager et aller plus loin notre stratégie. Et donc, au-delà de cette première commande de Canadair et de cette volonté d'avoir une vraie approche européenne, conformément à la stratégie que nous avons porté que j'ai annoncé il y a cinq ans, que nous avons parachevé sous présidence française qui est d'avoir une vraie stratégie européenne de protection civile qui est maintenant une réalité qui va nous permettre de passer ces commandes, nous allons aller plus loin.

Donc il nous faut, au-delà de ces commandes et ce que nous avons fait, diversifier nos moyens et réfléchir à leur meilleure répartition. D'abord, sur les hélicoptères lourds. Dès l'année prochaine, nous louerons 10 hélicoptères, contre deux en début de saison l'an dernier. Nous allons également en acquérir deux pour qu'ils s'intègrent durablement à la flotte nationale avec aussi des avions de grande taille. Je pense notamment à l'usage possible de l'A400M. Nous devons aller vite sur les campagnes de test, à l'image de ce que font nos amis espagnols qui ont été à l'avant garde sur ce sujet.

En complément, je veux que nous gardions des marges de manœuvre pour avancer sur des expérimentations de matériels innovants. Je pense également aux drones autonomes et aux systèmes de détection par imagerie satellite, signalement de départ en temps réel avec des dispositifs d'intelligence artificielle. Enfin, avec une collaboration aussi plus étroite entre nos forces armées dont j'ai rappelé tout

le rôle et la protection civile.

Le protocole Héphaïstos, mis en œuvre chaque été dans le Sud-Est et qui assure la fourniture d'hélicoptères de transport ou de moyens de terrassement, pourra être élargi de façon permanente, au moins à la zone sud-ouest dans un premier temps et au-delà si l'analyse montre que nous avons des besoins. Ce réarmement aérien d'urgence, à travers les compléments que je viens d'évoquer, représente un investissement de 250 millions d'euros de la nation qui permettra de lancer les commandes dès cette année. Les femmes et les hommes, le matériel local, la mobilisation de commandes européennes, les moyens nationaux, c'est ainsi que nous procédons avec ce partenariat capacitaire entre l'Etat et les collectivités locales, au premier titre desquels les départements.

Toutefois, je veux que nous puissions réfléchir à la lumière de ce que nous avons vécu cet été et aussi des interpellations sur le territoire, à nos protocoles et à la répartition géographique de nos moyens. Nous avons aujourd'hui une force : la base de Nîmes, base à vocation européenne, épice de nos capacités. Nous avons il y a plusieurs décennies des moyens qui étaient positionnés beaucoup plus sur le territoire. Nous sommes revenus en arrière de cette stratégie. Je ne vais pas ici trancher ce débat et il est régulier dans notre histoire que nous ayons ainsi des mouvements de bascule. Il faut essayer de savoir pourquoi on les a un moment regroupés avant de tout de suite les disséminer.

La réalité, quand je regarde la force aujourd'hui de nos moyens et de la base de Nîmes, c'est l'extraordinaire maintenance et le maintien en condition opérationnelle. Je le dis pour le voir parfois sur d'autres modèles. C'est exceptionnel parce qu'il y a des équipes en permanence qui tournent pour réparer, requalifier et faire repartir. Et donc le taux de disponibilité est unique. Il faut garder ça, ce qui a été à la base d'avoir une base unique. C'était au cœur de ce raisonnement.

Maintenant, il nous faut sans doute durant les saisons de feu grâce à ce système de pré-alerte que nous allons mettre en place, cette cartographie météo, pouvoir réfléchir à plus de souplesse et travailler sur une réflexion de pré positionnement de certaines capacités sur des jours ou des semaines lorsqu'on a des pré-alertes et qu'on voit qu'on a des zones, départements ou zones de défense qui ont des épisodes de très grande sécheresse et de très grands vents qui créent plus de vulnérabilité.

Je ne veux pas ici trancher ce débat. Je dis juste : il faut l'ouvrir à la lumière de ce que nous sommes en train de vivre pour peut-être adapter notre modèle grâce aussi à un suivi plus fin durant les saisons. Nous pourrions ainsi recourir à des détachements aériens prépositionnés plus largement sur le territoire qu'aujourd'hui, en fonction de la nature, de l'intensité du risque. Et je souhaite que cette stratégie et ces protocoles puissent être proposés dès le début de l'année 2023 pour qu'ils puissent être mis en œuvre dès la prochaine saison de feu.

Investir autant que nécessaire, réformer, moderniser, savoir changer nos protocoles, c'est absolument indispensable. Sur ces deux volets que je viens d'annoncer, celui de la prévention et de la meilleure mobilisation de nos capacités et donc le renforcement des moyens de lutte contre l'incendie, je souhaite que nous puissions avancer vite et qu'un travail interministériel et je remercie les ministres les plus exposés, si je puis m'exprimer ainsi, d'être présent à nos côtés aujourd'hui, puisse être mis en œuvre.

C'est à cette fin que je souhaite annoncer ici que l'ensemble de ces travaux sur ces axes pour moderniser notre sécurité civile seront conduits par Monsieur Hubert FALCO, ancien ministre, ancien Président de département et Maire de Toulon.

Cher Hubert, ce département que vous avez présidé, hélas ne connaît que trop bien ce fléau, du Faron à la Sainte-Baume, de l'Estérel au Maures, et je pense aux tragiques incidents que j'évoquais dans ce massif, l'année dernière, et je me souviens de votre engagement comme celui de tous les pompiers sur place. Le Var a aussi été marqué par de terribles épisodes d'inondations qui ont laissé des traces durables dans les mémoires.

C'est pourquoi vous travaillerez sur tout le champ de la prévention à la réponse, en mobilisant tous les acteurs et tous ceux du terrain, les incendies au premier chef, mais plus largement les différents risques

de sécurité civile. Je souhaite qu'un pré-rapport puisse être effectué d'ici au début de l'année prochaine, donnant lieu à des expérimentations rapides et un suivi dans la durée et une coordination ainsi interministérielle.

Nous affronterons donc le prochain été avec davantage de moyens et une stratégie renouvelée. Vous savez combien le ministre de l'Intérieur a été à vos côtés et mobilisé tout l'été sur les feux, mais je veux remercier l'ensemble de nos ministres ici présents pour leur participation à cette mobilisation et leur travail dans la durée.

Le dernier axe, le troisième que j'évoquais, c'est celui de reboiser et de gérer durablement. Il nous faut en effet, compte tenu de ce que nous avons vécu et de la vulnérabilité de nos forêts, réinventer en quelque sorte nos forêts françaises et planifier notre action.

Je veux en effet, dans le cadre de cette planification écologique, avoir une planification de notre reforestation avec un cap clair. Je remercie le ministre d'être là et à ses côtés, la ministre déléguée et la secrétaire d'Etat, parce que c'est un axe d'aménagement de nos territoires, de nos collectivités, de notre biodiversité.

Notre cap, c'est de pouvoir replanter un milliard d'arbres en dix ans. Alors je vais ici essayer de clarifier les chiffres parce qu'on finit par ne plus retrouver ces petits ou tout au moins ces arbres. J'ai pris un engagement de campagne qui est de financer la capacité à replanter 140 millions d'arbres durant ce mandat. Ça, ce sont les dispositifs de financement public qui sont à notre main. Mais il se trouve que le mouvement qui est lancé est beaucoup plus grand, beaucoup plus fort. Et si on s'y prend bien, qu'on mobilise à la fois ce qu'on fait des collectivités publiques et des propriétaires privés, ce que nous devons faire, c'est cet objectif d'un milliard d'arbres à la fin de la décennie.

Cela veut dire renouveler 10 % de notre forêt. C'est à peu près ce que ça représente. C'est faisable et c'est même ce que nous devons faire. Parce qu'on le voit bien, notre vulnérabilité a souvent été de délaissier, de ne pas suffisamment replanter. Et donc il y aura des dispositifs, ils existent déjà, de financements publics, mais il doit y avoir une très large mobilisation sur ce sujet, avec une méthode que l'on travaille tous ensemble avec les professionnels, les collectivités, les opérateurs comme l'ONF et le Conservatoire du littoral, avec aussi nos jeunes pour réussir cette planification. Parce que c'est un formidable projet, un formidable chantier écologique, environnemental et d'aménagement de nos territoires, mais qui est un projet de biodiversité, d'entretien de nos territoires et de leurs équilibres, de capacité à valoriser des filières, sur lesquelles, je le rappelle, nous n'avons pas réussi à date à mettre en œuvre une vraie filière française.

Je le dis parce que nous parlons là de la biodiversité dans les forêts, de nos paysages, de notre cadre de vie et de la beauté de ces paysages, mais on parle aussi d'activité économique, parce que valoriser nos forêts, c'est être capable de les entretenir, c'est être capable de couper, de valoriser le bois, de le transformer.

Nous avons l'une des plus grandes forêts de d'Europe. Nous sommes un des plus grands importateurs de bois d'Europe. Cherchez l'erreur. Ça suppose aussi derrière d'aller vers, et je le dis d'autant plus que je n'ai pas réussi ces 5 dernières années, avec beaucoup d'humilité, ma structuration des filières et le changement des habitudes.

Nous avons aujourd'hui une filière de valorisation qui est trop émiettée, qui est sous capitalisée et qui donc ne sera, si on ne change pas les règles et notre organisation, jamais compétitive. On continuera à faire des beaux discours pour dire : il faut produire du bois et des meubles et des bâtiments avec du bois français mais on n'y arrivera pas. Ça suppose d'investir, de réorganiser, de changer les habitudes, de construire des acteurs plus compétitifs pour résister aux grands acteurs étrangers et rebâtir une filière. La forêt française, vous voyez donc, c'est une formidable source d'espoir si nous savons être au rendez-vous de cet axe. Mais si nous sommes lucides aujourd'hui, cette forêt, elle est en danger parce qu'elle est menacée de toute part par le changement climatique qui nous donnera demain un climat du sud de l'Espagne dans nos régions atlantiques ou provençales.

Comme je le disais, la forêt est essentielle pour notre biodiversité, pour notre climat, parce qu'elle capte environ 10 % de nos émissions de carbone et pour notre souveraineté en matière d'énergie, de matières premières, qu'il s'agisse de bois, d'énergie, de chauffage, mais aussi de transformation. Donc, il faut la penser dans toute cette chaîne et nous organiser pour ce faire.

Alors à court terme, dans le cadre de cette mobilisation pour nos forêts, nous allons d'abord réparer, replanter. Cela passera par un dispositif de soutien à la reconstitution des forêts incendiées comme je m'y suis engagé cet été, qui sera intégré au mécanisme de renouvellement forestier France 2030 et qui a été conçu lors des Assises de la forêt et du bois. Je veux remercier toutes celles et ceux qui ont contribué à ces travaux.

Il y a d'abord un travail qui consiste à défricher les zones sinistrées et à les nettoyer qui va se faire dans les prochains mois et donc dès fin 2023, début 2024, nous organiserons ce travail pour replanter. Les moyens seront au rendez-vous pour faire face à ce nouveau défi.

Au-delà de l'année prochaine, nous allons mettre en œuvre un cadre pérenne et stable de financement de ce dispositif reposant sur la finance carbone, la mobilisation privée et publique. Nous avons mis en place des instruments innovants qui peuvent y contribuer, qui doivent y contribuer. Ainsi, puisque chaque vol domestique doit obligatoirement compenser ces émissions, ce qu'on va demander aussi c'est à nos compagnies aériennes de s'en saisir et de nous aider à financer cet effort. C'est pour cela qu'au-delà des financements publics et des engagements strictement pris, nous allons faire en sorte que le carbone émis dans nos airs soit en quelque sorte pleinement capté par nos chaînes, nos forêts et financé par ceux qui produisent ce carbone. Avoir aussi une capacité à financer ces efforts.

Je vais le dire aussi très clairement, l'État sera à vos côtés pour replanter, mais nous ne replanterons pas à l'identique. Nous devons adapter nos forêts aux nouvelles conditions climatiques à travers davantage de diversification, une gestion plus durable et là aussi, un travail avec les scientifiques, les associations pour nous adapter aux changements. Ainsi, à moyen terme, nous devons parvenir à des forêts plus résilientes, plus fortes. Renouvelée à 10 % d'ici la fin de cette décennie. Et en préservant la beauté de nos paysages et notre biodiversité.

C'est pourquoi notre territoire devra voir se massifier le nombre d'hectares soumis à un plan de gestion durable car chacun doit se rendre compte que nous devons là disposer de pare-feu, en particulier quand les incendies sont un risque, c'est-à-dire presque partout.

Surtout, nous n'hésiterons pas à engager un vaste chantier de reprise en main des biens vacants et sans maître et des hectares forestiers des communes non gérées. Parce que l'un ne peut pas aller avec l'autre. Et nous allons sortir d'une forme d'hypocrisie qui parfois existe. Nous réduirons ainsi le morcellement des terres qui conduit fatalement à une dilution des responsabilités. Parce que je l'évoquai tout à l'heure en prenant l'exemple et le courage de notre préfète. Mais quand le feu survient, il est trop tard pour mettre en cause des négligences. Et la jachère désordonnée est le meilleur allié du feu.

Aussi, je crois profondément qu'une remise en gestion d'une partie de la forêt est nécessaire pour mieux lutter contre les incendies, maximiser nos capacités d'absorption carbone. C'est la cohérence de ce plan avec notre plan de prévention et de meilleure gestion des risques.

Dans cette perspective, d'ici à 10 ans, conformément à nos engagements, nous aurons bien mis en œuvre, avec le plus grand plan de repeuplement français depuis l'après-guerre, la plantation d'un milliard d'arbres en mobilisant l'ensemble des acteurs publics et privés. Pour toutes les raisons que je viens d'évoquer, c'est un combat de la Nation. C'est un beau combat qui puise d'ailleurs dans notre histoire, dans nos racines, dans notre imaginaire, mais qui est aussi une ambition de résilience et d'avenir pour tous nos territoires.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais en quelques mots, vous dire aujourd'hui en vous réunissant à l'Élysée. D'abord vous dire la gratitude de la Nation à toutes et tous pour votre courage, votre engagement. Ensuite, vous dire que cette saison que nous avons vécue est évidemment exceptionnelle

au regard des décennies passées mais nous enseigne sans doute et malheureusement ce que seront les décennies à venir. C'est pourquoi nous devons en tirer toutes les conséquences. Et à travers les trois axes que je viens d'évoquer : lancer les travaux, investir, nous organiser et en lien très étroit avec nos élus, avec l'ensemble de celles et ceux qui nous permettent de lutter quand le feu est là, de mieux le prévenir et d'avoir une forêt plus durable.

Merci à toutes et à tous. Vive la République et vive la France !

